

MES AÏEUX, AMBASSADEURS DE LA MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le 6 mai était lancée la campagne de mobilisation citoyenne de la Maison du développement durable. Le groupe Mes Aïeux, l'un des plus populaires au Québec, a accepté d'agir à titre d'ambassadeur du projet. Il invite les citoyens à visiter le nouveau site Internet de la Maison pour s'informer et contribuer à sa construction en faisant un don en ligne. Les citoyens sont également encouragés à laisser des messages aux générations futures, dans l'arbre de l'espoir. « On entend un peu partout qu'il manque de projets de société, de vision pour l'avenir. Les nostalgiques parlent d'Expo 67. Or, on a ici un projet qui nous rassemble, apolitique et tourné vers l'avenir », se réjouit Stéphane Archambault de Mes Aïeux. *Suite à « Maison » en page 2*

Interdiction d'un pesticide potentiellement cancérigène

DOW AGROSCIENCES S'EN PREND AU CODE DE GESTION DES PESTICIDES DU QUÉBEC DEVANT LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE DE L'ALÉNA

En août 2008, la multinationale états-unienne Dow annonçait son intention de poursuivre le Canada, arguant que l'interdiction du pesticide 2,4-D inscrite dans le *Code de gestion des pesticides* québécois contrevient au droit commercial défini dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Le 9 avril dernier, Dow concrétisait sa menace tandis que l'Ontario, dans la même période, annonçait à son tour l'adoption d'une réglementation interdisant le 2,4-D. Dow demandera des indemnités de 2 millions\$ pour pertes de profits. Pour Équiterre et la Fondation David Suzuki, la poursuite risque de créer un précédent juridique qui affaiblira la capacité des provinces et des États à faire valoir le principe de précaution dans la réglementation des pesticides. *Suite à « Dow » en page 2*

DANS CE NUMÉRO

En route vers
Copenhague,
par Steven Guilbeault
p.4

Vague de rénovations
écoénergétiques
au Québec
p.5

Laure Waridel
de retour comme
conférencière
p.7

À l'heure des grands choix de société

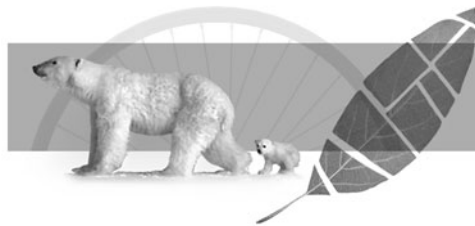
ÉQUITERRE AFFICHE SES POSITIONS

Depuis la tenue des élections fédérales en octobre 2008, Équiterre est intervenu régulièrement sur la place publique pour promouvoir une relance verte de l'économie et situer le contrôle des émissions de gaz à effet de serre (GES) au cœur des débats électoraux et des stratégies d'investissement gouvernementales. Bilan de ces derniers mois : trop souvent, les actions entreprises par les décideurs politiques manquent de cohérence avec leurs discours pourtant favorables à l'environnement.

Suite à « Positions » en page 2

VOUS DÉMÉNAGEZ ?

Avisez-nous en un simple clic :
www.equiterre.org, vignette
« Vous changez d'adresse ? »



Maison

La Maison sera un carrefour d'information et de promotion de la construction et de la rénovation durables. Située en plein cœur du Quartier des spectacles de Montréal, la Maison offrira une vitrine exceptionnelle au bâtiment durable puisque 50 000 personnes, de partout au Québec, circulent en moyenne chaque jour devant le site. Elles seront invitées à entrer dans le bâtiment pour assister à des conférences et à des événements, et même pour échanger sur le développement durable avec d'autres citoyens ou experts.

La campagne de communication a été créée gratuitement par l'agence de publicité LG2. Elle comporte notamment des messages télévisés, radiophoniques et imprimés. L'objectif de financement est de 800 000 \$ auprès du public. La Maison du développement durable abritera les bureaux de ses huit membres fondateurs – des organisations environnementales et sociales, dont Équiterre.

Pour faire un don, laisser un message et découvrir le nouveau site : www.maisondeveloppementdurable.org

Positions

Équiterre a, par exemple, demandé à l'administration du maire Tremblay de revenir sur sa décision de réduire de 40 millions \$ par année le budget de fonctionnement de la Société de transport de Montréal. Ces compressions, conjuguées avec la position intransigeante du gouvernement québécois sur le prolongement de l'autoroute 25, contredisent la volonté déclarée des élus de réduire les émissions de GES au Québec et d'améliorer la qualité de vie dans la métropole.

Construire à long terme

Sur les scènes fédérale et provinciale, tant le gouvernement Harper que le gouvernement Charest ont proposé dans leur budget des mesures pour encourager la rénovation domiciliaire afin de soutenir le secteur de la construction pendant la période de récession que nous connaissons. Pour Équiterre, il est cependant incompréhensible que les programmes mis en place ne comportent aucun volet écoénergétique. Il serait temps pour les gouvernements d'entrer dans le 21^e siècle... Le citoyen, à son échelle, semble pourtant prêt à investir dans des structures durables.

On peut retrouver la section « Nos positions » à l'adresse suivante : www.equiterre.org/organisme/societe. Les plus récents communiqués d'Équiterre apparaissent sur la page d'accueil du site, en bas à droite : www.equiterre.org.



Dow

À moyen terme, la décision que rendront les membres du jury d'arbitrage pourra avoir un impact important sur le *Code de gestion des pesticides* du Québec et la réglementation de l'Ontario, ainsi que sur celles que souhaitent adopter d'autres provinces.

La santé publique avant le droit au profit

Appuyés par une centaine d'organisations publiques et privées du Québec, Équiterre, la Fondation David Suzuki et l'organisme juridique environnemental Ecojustice ont émis des recommandations au gouvernement fédéral afin qu'il protège vigoureusement l'interdiction de l'herbicide 2,4-D. Ils demandent de plus au gouvernement de resserrer ses propres règles d'évaluation des risques posés par les pesticides, actuellement beaucoup plus laxistes que celles du Québec et de l'Ontario. Lorsque le jury sera formé, Ecojustice demandera au tribunal de permettre à Équiterre et à la Fondation David Suzuki d'intervenir à titre de tierce partie. Les deux organisations souhaitent étayer par leur expertise l'argumentation que fera valoir le gouvernement canadien.

TRAILBREAKER, LA BATAILLE CONTRE LE PÉTROLE ISSU DES SABLES BITUMINEUX

L'exploitation pétrolière des sables bitumineux est critiquée pour les ravages environnementaux qu'elle provoque, dont l'émission massive de gaz à effet de serre. Encouragée l'automne dernier par le prix historiquement élevé du baril de pétrole, la compagnie Enbridge a soumis le projet Trailbreaker, qui intégrerait le Québec dans la chaîne de distribution et de raffinage du pétrole issu des sables bitumineux. Un non-sens dans le contexte climatique actuel.

Équiterre et des partenaires environnementaux ont mobilisé les citoyens et sensibilisé les décideurs politiques du Québec et du Canada pour empêcher l'autorisation du projet Trailbreaker.

Défi Climat

MOBILISATION RECORD DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE DANS LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Pour sa 2^e édition, la campagne Défi Climat a encore dépassé toutes les attentes des organisateurs : les conseils régionaux de l'environnement de Montréal et de la Capitale-Nationale, Équiterre, la Conférence régionale des élus de Montréal, ENVironnement JEunesse et la Coalition Jeunesse Sierra. Les 290 entreprises et institutions des régions de Montréal et de Québec qui se sont mobilisées ont convaincu 36 597 Québécois de s'engager à modifier leurs habitudes de vie et de déplacement pour réduire leurs émissions de GES. En deux ans seulement, la campagne Défi Climat aura incité 55 000 citoyens à poser des gestes concrets pour lutter contre les changements climatiques.





DE BEAUX PRIVILÈGES POUR LES FERMES DU RÉSEAU ASC

L'équipe d'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) est très heureuse d'avoir conclu des ententes avec des fournisseurs afin d'offrir aux fermiers de son réseau des réductions sur l'achat de semences, d'outils, de contenants et de fournitures diverses. La formule profite autant aux fermes qu'aux fournisseurs qui participent au développement de l'agriculture biologique. Équiterre remercie William Dam Seeds, Agripak 2M et Dubois Agrinovation.

ASC, SAISON 2009

Les citoyens continuent en grand nombre à adopter la formule des paniers de légumes proposée par Équiterre. Tout au cours de la saison 2009, 115 fermes fourniront des paniers à plus de 10 500 familles, livrés à 390 points de chute.

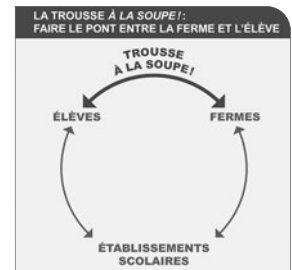


À LA RECHERCHE DE FERMES DE FAMILLE

La demande pour les paniers de légumes et de viande ne cesse de croître. L'équipe d'ASC cherche donc de nouvelles fermes pour étendre le réseau. Les agriculteurs qui le joignent reçoivent l'appui d'Équiterre pour faciliter leur intégration à la formule. Ils profitent de formations et sont associés pendant un an à un mentor déjà implanté dans le réseau. Les agriculteurs en devenir ou en transition vers le bio bénéficient du *Projet accompagnement*. Équiterre leur offre un appui spécial d'un an pour faciliter leur intégration. Huit projets de fermes en font partie en 2009. Tout agriculteur souhaitant s'inscrire pour l'année prochaine peut communiquer avec Claire Ruhlmann : cruhlmann@equiterre.org.

Alimentation institutionnelle responsable À LA SOUPE! EN PLEINE CROISSANCE

À l'orée de sa troisième année, le projet-pilote *À la soupe!* montre une grande vitalité, gage du succès de la formule de jumelage entre des institutions scolaires et de santé et des fermes locales. L'ajout, l'automne dernier, du volet pédagogique de la trousses *À la soupe!* permet au projet de boucler le cycle qui lie fermes, établissements et élèves en aidant ces derniers à mieux comprendre les enjeux sociaux, environnementaux et économiques portés par l'alimentation. *À la soupe!*, qui comprend actuellement 40 garderies, 9 établissements et 12 fermes, est à la recherche de nouvelles fermes pour l'année 2009 afin de répondre à l'intérêt manifesté par de nombreuses institutions scolaires et de santé.



IL EST TEMPS D'APPLIQUER LE RAPPORT PRONOVOST

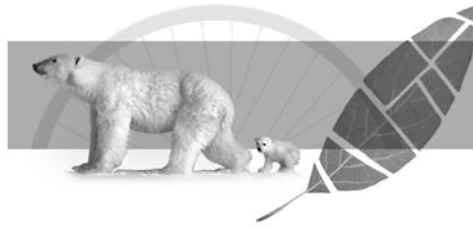
Le 15 mai, Équiterre, Greenpeace, Nature Québec et le Regroupement national des conseils régionaux en environnement du Québec ont uni leurs voix pour demander au gouvernement du Québec de clarifier ses intentions à l'égard de la nouvelle politique agricole. Les rapports Pronovost (février 2008) et Saint-Pierre (mars 2009) proposent un nouveau contrat social de l'agriculture québécoise. Ils invitent le gouvernement à mettre en place des programmes qui favoriseront la diversification de la production et l'utilisation durable des ressources. Pour Équiterre, il est impératif que le gouvernement suive rapidement ces recommandations pour permettre aux fermes de plus petite taille, notamment celles qui produisent des aliments biologiques, de se développer.

UN RÈGLEMENT QUI NUIRA À L'APPELLATION BIO AU CANADA ?

Le 30 avril dernier, Équiterre présentait un mémoire à l'Agence canadienne d'inspection des aliments afin d'exposer son analyse et ses recommandations au sujet du projet de règlement fédéral sur les produits biologiques. Dans sa forme actuelle, le projet de règlement risque de nuire à la crédibilité de l'appellation biologique de même qu'au développement des entreprises agricoles et de transformation du secteur. Aux yeux d'Équiterre, le règlement devra impérativement intégrer les principes fondamentaux de la souveraineté alimentaire. Le mémoire souligne que les dispositions relatives à l'accréditation, à l'importation et à l'exportation devront être modifiées afin de respecter les objectifs du développement durable dans des conditions équitables.

ÉQUITERRE RENCONTRE LES CITOYENS

L'équipe d'agriculture et d'horticulture écologiques d'Équiterre est de tous les rendez-vous incontournables pour informer le public sur les alternatives saines et responsables dans l'alimentation et le jardinage. En avril, elle répondait à la gracieuse invitation du Salon Maternité Paternité Enfants qu'ont visité, pendant quatre jours, des milliers de jeunes familles. Plusieurs ont d'ailleurs été conquises par la formule de l'ASC. Fin mai, c'est au Rendez-vous horticole de Montréal qu'Équiterre a tenu un kiosque et animé des conférences. Les passionnés d'horticulture ont ainsi pu en apprendre davantage sur les pratiques horticoles écologiques.



UNE RÉGLEMENTATION SUR LA TENEUR EN CARBONE DES CARBURANTS POUR LE QUÉBEC?

Le California Air Resources Board a adopté en avril un règlement qui force les fournisseurs à diminuer progressivement les émissions de GES attribuables aux carburants qu'ils mettent en marché. Ces émissions seront estimées à partir du contenu en carbone – ou intensité carbone – pour tout le cycle de vie des carburants, comprenant les émissions liées aux changements d'usage du territoire. L'initiative vise spécifiquement à réduire les émissions de GES dans le secteur des transports. L'équipe Changements climatiques et choix collectifs d'Équiterre étudie ce dossier, notamment pour évaluer si de telles normes pourraient freiner, voire empêcher la mise en marché au Québec de carburants à haute intensité carbone, comme le pétrole issu des sables bitumineux ou les carburants extraits du charbon.

Modernisation de la rue Notre-Dame et du complexe Turcot QUELLE VISION POUR MONTRÉAL?

Le 19 avril, Équiterre s'est joint à des centaines de citoyens, à d'autres groupes environnementaux et à des élus de la région métropolitaine dans une marche de protestation sur l'échangeur Turcot. Pour Équiterre et ses partenaires, la réfection et le développement des infrastructures de transport sur l'île de Montréal sont des éléments majeurs de la mise en place d'une véritable vision du transport durable au Québec. Il est question ici de choix qui engagent des investissements de 3 milliards \$; des choix qui auront un impact pendant des décennies sur la qualité de l'air, sur la qualité de vie des résidents et sur notre approche collective du transport.

Montréal n'est pas seule dans sa situation; toutes les métropoles du monde vivent des problèmes d'engorgement par l'automobile. Plusieurs solutions ont été intégrées ailleurs qui s'appliqueraient bien à Montréal, comme une ligne de tramway et des infrastructures permettant l'accroissement de l'achalandage en train et en autobus. Ainsi que le suggère le vérificateur général, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal doivent élargir leur analyse du projet à un plus grand nombre de scénarios afin de servir au mieux ses aspects sanitaires, sociaux, environnementaux et économiques.

À Lachine, Ahuntsic-Cartierville, Notre-Dame-de-Grâce et Mercier-Est DES CITOYENS CÉLÈBRENT LEUR MILIEU DE VIE

Les quatre nouveaux secteurs participant à la campagne « Je m'active dans mon quartier » ont officiellement lancé leurs activités de promotion du transport actif et de l'achat de proximité le 27 mai dernier. Devant les partenaires conviés, les gens de Rosemont – La Petite-Patrie, les premiers à adhérer à la campagne en 2006, ont témoigné du succès de leur expérience. On a également projeté une vidéo des élus des arrondissements et des responsables locaux participants révélant leur enthousiasme à valoriser dans leur secteur les avantages des déplacements à pied ou en vélo ainsi que des achats dans les commerces de proximité. La vidéo est accessible au www.equiterre.org/quartier.



Le 23 mai, deux randonnées cyclistes familiales ont été organisées dans les quartiers Mercier-Est et Notre-Dame-de-Grâce pour permettre aux résidents de découvrir – ou redécouvrir – leur milieu de vie.

EN ROUTE VERS COPENHAGUE

Par Steven Guilbeault



© Fanny Laselein

On le constate chaque jour dans les médias, l'année 2009 représente un moment décisif dans notre lutte aux changements climatiques. Avec l'élection du président Obama et l'adoption par plusieurs pays du monde de mesures économiques vertes, la planète semble enfin comprendre l'urgence d'agir. Pourtant, il reste beaucoup de travail à abattre d'ici à la conférence de Copenhague où doivent être définies les normes et réglementations sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Retenons bien cette date: le 15 décembre prochain, les gouvernements du monde devront s'être entendus sur de nouveaux mécanismes et objectifs de réductions des émissions de GES pour la période 2013-2020. De ce consensus dépendent la conclusion heureuse de la 15^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra dans la capitale danoise, et des négociations internationales menées depuis plus de dix ans. Le rôle des organisations comme Équiterre est crucial pour adresser aux décideurs politiques un discours différent de celui de certains lobbies industriels très puissants et parfois en contradiction avec les avertissements répétés de la communauté scientifique.



Plus encore, Équiterre déploie des efforts soutenus auprès du public et des acteurs clés au Canada comme sur la scène internationale pour que la pression force le gouvernement canadien à revenir dans la bonne direction. Nous assistons depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir à une dégradation gênante des politiques environnementales, spécialement celles qui devraient encadrer les émissions de GES et encourager la production des énergies renouvelables et la recherche scientifique. Alors que nombre de pays ayant peu contribué à l'augmentation des GES dans l'atmosphère prennent des moyens énergiques pour participer concrètement à leur réduction, le gouvernement canadien continue à miner les négociations internationales et à promouvoir l'exploitation extraordinairement polluante du pétrole issu des sables bitumineux.

Le 22 avril dernier, Jour de la Terre : le gouvernement conservateur fait encore preuve d'un cynisme effarant en dévoilant une augmentation en 2007 de 4,4 % des émissions de GES par rapport à 2006; les émissions globales du pays atteignent un sommet historique.

Cette attitude devra changer, car elle isole de plus en plus le pays. Les États-Unis sont en voie de rattraper leur retard, tout comme la Chine. L'Europe est résolue à aller au-delà des objectifs qu'elle s'était initialement fixés. Le Japon, le Brésil et d'autres pays ont déjà annoncé des actions pour réduire de façon absolue leurs émissions de GES. Les Canadiens et les Québécois n'accepteront tout simplement pas que leur gouvernement entache irrémédiablement la réputation du Canada à Copenhague.

Exemples des pourcentages de l'investissement consacré à l'économie verte dans les plans budgétaires nationaux pour la relance mondiale de l'économie :

Corée du Sud : 69 %

États-Unis : plus de 20 %

Chine : plus de 20 %

Canada : 8 %

Les demandes affluent pour le programme Rénoclimat VAGUE DE RÉNOVATIONS ÉCOÉNERGÉTIQUES AU QUÉBEC

Les propriétaires de maisons unifamiliales sont de plus en plus nombreux à faire d'une pierre deux coups. Ils profitent de l'aide financière à la rénovation initiée dans les derniers budgets fédéral et provincial et ils orientent les travaux vers la rénovation écoénergétique, réduisant ainsi leurs dépenses futures en énergie. L'équipe travaillant pour le programme Rénoclimat chez Équiterre constate depuis quelques mois une hausse importante de la demande. Autre bonne nouvelle, le programme fédéral écoÉNERGIE Rénovation-Maison, dont peuvent bénéficier les propriétaires participant déjà à Rénoclimat, hausse son aide de 25 %. On peut s'informer davantage sur le site d'Équiterre : www.equiterre.org/energie/devenez/subventionsecoenergie.php.



Petit rappel : il faut faire vite ! Pour profiter des crédits d'impôts, les travaux de rénovation doivent être effectués avant le 1^{er} janvier 2010 au provincial et avant le 1^{er} février 2010 au fédéral. Rénoclimat est un programme de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec qui encourage la rénovation écoénergétique de maisons existantes, peu importe la forme d'énergie utilisée.

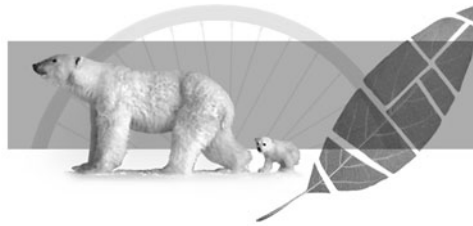
Concours Écologez 2009 DES ÉTUDIANTS CONÇOIVENT UN NOUVEAU BÂTIMENT POUR L'UNIVERSITÉ LAVAL

Une quarantaine d'étudiants-futurs architectes, designers, urbanistes, ingénieurs et autres professionnels du bâtiment et de l'environnement-ont participé les 14 et 15 mars dernier au concours Écologez, organisé par Équiterre et l'École de technologie supérieure (ÉTS). Cette année, les participants devaient concevoir un bâtiment écologique pour abriter la Coalition québécoise du bois et des salles de cours sur le campus de l'Université Laval.

Le jury du concours a été très impressionné par la qualité et l'originalité des présentations des équipes, ainsi que par la pertinence des solutions proposées et l'intégration harmonieuse des différentes disciplines (génie, architecture et design). Chacun des six membres de l'équipe gagnante a reçu un prix de 1000 \$. L'événement a été rendu possible notamment grâce au soutien de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec et de la Coalition québécoise du bois. On peut trouver plus d'information sur le site du concours : www.equiterre.info/site/ecologez.



La photo des gagnants : David Savoie, Ara Markarian, François Tanguay (client), David Petit, Anne-Marie Nguyen, Marie-Pier Simard et Valérie Beaudin.



LA VRAIE VALEUR DU CHOCOLAT

Par Jean-Frédéric Lemay, chercheur en commerce international, Équiterre

Il n'y a sans doute pas d'autre aliment qui évoque à ce point l'amitié, le plaisir, voire l'amour que le chocolat. Pourtant, sa délicieuse amertume peut en cacher une autre moins heureuse. De l'instabilité des prix du cacao sur les marchés au travail des enfants, les raisons ne manquent pas de privilégier l'achat de chocolat certifié équitable.

En septembre 2008, j'ai eu la chance de rencontrer, avec une autre employée d'Équiterre, des producteurs de cacao équitable en République dominicaine. Nous avons pu documenter l'impact du commerce du chocolat équitable sur ces communautés. Les exploitations visitées étaient affiliées à la plus grande coopérative de cacao équitable du pays, la CONACADO. En s'associant de la sorte, les producteurs se donnent les moyens de vivre de leur labeur. Les acheteurs de cacao équitable du Nord leur garantissent toujours un prix minimum et une prime supplémentaire à investir dans leur organisation ou leur communauté. Les producteurs sont donc en mesure d'améliorer la productivité de leurs parcelles, d'obtenir de la formation technique et de développer des infrastructures de santé et d'éducation. Récemment, la CONACADO a fait l'acquisition d'une usine de transformation du cacao. En effectuant cette importante étape sur place, la coopérative tirera un meilleur revenu, ce qui profitera à l'ensemble de ses membres et de leur famille.

LA SITUATION DES PRODUCTEURS

- Trois millions de petites fermes produisent 90 % du cacao mondial.
- En Afrique de l'Ouest, 284 000 enfants de moins de 14 ans travaillent dans des productions de cacao; seulement 34 % d'entre eux vont également à l'école.
- Pour faire un kilo de chocolat, il faut récolter entre 600 et 900 fèves de cacao.



Fèves de cacao dans une cabosse

Impact de la prime sociale

À Hato Mayor, un village de l'est de la République dominicaine, les enfants des producteurs étudient dans une école nouvellement rénovée grâce à l'investissement de la prime sociale de l'organisation de cacao équitable, qui leur a aussi offert des fournitures scolaires neuves. Ce serait une opportunité très rare dans les zones de production non équitable du cacao, notamment en Afrique de l'Ouest d'où provient 70 % de tout le cacao du monde. Là, la plupart des producteurs de cacao sont soumis à la volonté d'à peine six multinationales qui gèrent presque tous les maillons de la chaîne de production du chocolat, une chaîne complexe qui profite essentiellement aux intervenants des pays du Nord – courtiers, transformateurs et chaînes de distribution. En fin de compte, il reste peu de revenus pour les quelque 14 millions de producteurs de cacao. La structure du commerce équitable élimine le courtage et réduit le nombre des intermédiaires, en assurant à chacun de tirer un juste prix pour son travail.

LE MARCHÉ MONDIAL DU CHOCOLAT

- Six multinationales se partagent 80 % de la distribution.
- Ventes globales de chocolat : 60 milliards \$
- Revenus en exportations des producteurs de cacao : 2 milliards \$
- Une barre de chocolat non équitable payée 4 \$ rapporte moins de 20 cents aux producteurs de cacao.



Culture de cacaoyers

SCHEMA DE LA ROUTE DU CACAO NON ÉQUITABLE





LAURE WARIDEL DE RETOUR COMME CONFÉRENCIÈRE

Équiterre se réjouit du retour de Laure Waridel parmi son équipe de conférenciers. L'auteure du livre *Acheter, c'est voter* propose une conférence sur la nécessité d'adopter des comportements individuels et collectifs responsables dans un contexte où plusieurs liens de dépendance unissent les humains les uns aux autres, de même qu'aux écosystèmes. On peut s'informer directement auprès du Service de conférences : www.equiterre.org/outils/conferences; 514 522-2000, poste 236.



Par ailleurs, la première bourse au nom de la cofondatrice d'Équiterre a été remise en février 2009 à Julie Guicheteau, étudiante à la maîtrise à l'École Polytechnique de Montréal, en ingénierie civile, spécialité environnement, pour son projet *Facteurs de succès de projet de mobilité durable*. Financée par Équiterre et la Caisse d'économie solidaire Desjardins, la bourse permettra à la lauréate de se concentrer pleinement sur sa recherche.

Lancement à Québec

UNE NOUVELLE ÉDITION DU GUIDE DU VÊTEMENT RESPONSABLE

Mine de renseignements sur les différents aspects de l'habillement écologique, éthique et solidaire, le *Guide du vêtement responsable* a été mis à jour et officiellement lancé par Équiterre et le Groupe d'action bénévole de Québec lors d'un 5 à 7, le 4 février dernier au bar Le Cercle. Des acteurs de la mode éthique étaient présents pour informer le public. Le *Guide du vêtement responsable* est téléchargeable gratuitement sur le site d'Équiterre : www.equiterre.org/equitable/guide/vetement.php.



Groupe Pages Jaunes, Ville-Marie et Desjardins

ACCOMPAGNEMENT POUR L'ADOPTION DE PRATIQUES DURABLES

L'équipe du service-conseil d'Équiterre a donné un coup de main à Groupe Pages Jaunes afin d'identifier des actions à poser pour améliorer son bilan environnemental et social. L'organisme a également contribué à développer le *GuideÉco* de l'annuaire en fournissant des contenus destinés au grand public. On trouve dans ce guide, intégré à la majorité des annuaires de l'entreprise au Canada, des conseils pratiques pour les citoyens désirant adopter des comportements plus responsables et respectueux de l'environnement, des ressources locales, ainsi que la liste des certifications reconnues et des entreprises et services locaux qui les distribuent ou les appliquent.

Par ailleurs, le service-conseil en développement durable d'Équiterre a déposé au début de juin un deuxième rapport d'analyse sur la gestion durable de l'arrondissement Ville-Marie. Après le rapport de décembre 2008 sur la gestion des matières résiduelles et le déneigement, les recommandations touchent cette fois le transport collectif et actif et l'aménagement des espaces verts.

On notera enfin qu'Équiterre a poursuivi son action auprès du Mouvement des caisses Desjardins, qui a notamment intégré la notion de développement durable dans ses appels d'offres, mis en place différents programmes de récupération, dont un pour les téléphones mobiles, et entrepris le développement d'un programme d'efficacité énergétique pour l'ensemble de ses bâtiments.

Quinzaine du commerce équitable du 1er au 15 mai

GRANDE FÊTE QUÉBÉCOISE À LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS DU SUD

Équiterre s'est impliqué activement dans la promotion de cette célébration annuelle d'échanges justes et sains entre le Nord et le Sud. L'équipe de Commerce équitable a notamment produit le calendrier public des activités tenues à travers le Québec. Équiterre a aussi participé à la soirée de clôture de la Quinzaine à Montréal qui visait à sensibiliser les décideurs de la région métropolitaine au commerce équitable.

Équiterre a tenu un kiosque d'information lors de trois foires d'envergure :

- à Montréal le 2 mai à la Foire du commerce équitable qui a attiré plus de 1400 personnes au Relais Mont-Royal;
- à Sherbrooke le même jour au Salon de l'environnement et de la consommation responsable;
- à Québec la fin de semaine suivante à l'événement Portes ouvertes sur la consommation responsable à la place d'Youville.

En mai, Équiterre a présenté cinq fois sa conférence sur le chocolat équitable lors de la Fête du chocolat de Bromont. La conférence s'inspire en partie de la rencontre par l'équipe de Commerce équitable de producteurs de cacao équitable en République dominicaine en septembre dernier.



DU NOUVEAU À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE D'ÉQUITERRE

Tenue le 29 avril dernier, l'assemblée générale a réuni une centaine de membres venus s'informer sur les activités de l'organisme pendant l'année 2008. Pour la première fois, des gens de partout ont pu assister à la rencontre grâce à la webdiffusion en direct. Le groupe d'action de Québec et les membres de la capitale s'étaient d'ailleurs regroupés aux bureaux d'Équiterre à Québec d'où ils sont intervenus lors des périodes de questions.

Clément Guimond devient président du C.A.

Équiterre se réjouit de l'élection de Clément Guimond à titre de nouveau président de son conseil d'administration. M. Guimond, ex-coordonnateur général de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, siégeait déjà au conseil à titre d'administrateur depuis plusieurs années et contribuait avec brio à le guider dans ses orientations stratégiques et ses décisions de gestion.



© www.chantier.qc.ca

Le C.A. 2009 : Clément Guimond, président ; Craig Ryan, trésorier ; Amélie Laframboise, secrétaire ; Jason Potts ; Amélie Ferland ; Chantal Blouin ; Lucie Rioux ; William George et Alain Webster. Leur biographie sont disponibles au www.equiterre.org, onglet « Organisme », section « Notre équipe ».

Un départ salué

Équiterre tient à remercier son ancienne présidente, M^{me} Brigitte Lepage, pour sa contribution exceptionnelle au développement de l'organisme au cours des deux dernières années, notamment sur les enjeux de l'achat local.

RAPPORT ANNUEL EXCLUSIVEMENT EN LIGNE

Belle nouveauté, Équiterre a produit un rapport d'activités pour l'année 2008 exclusivement en ligne. Ce choix permet d'économiser du papier tout en enrichissant les contenus d'images et de vidéos dressant un portrait encore plus complet des nombreux projets et engagements de l'organisme. Pour découvrir en quelques clics les grandes réalisations d'Équiterre en 2008 : www.equiterre.org/ra2008.

ÉVÉNEMENTS À VENIR

Randonnée à vélo Libre comme l'air

Cap sur l'Outaouais... cap sur la planète ! Du 7 au 9 août, joignez-vous aux 200 cyclistes qui enfourcheront leur monture afin de découvrir les plaisirs écolos, culturels et gourmands de cette belle région. Un petit détour du côté de la colline Parlementaire est prévu pour signifier aux élus, à quatre mois de la rencontre de Copenhague, que le Canada doit y prendre de réels engagements en matière de changements climatiques. Encore quelques places disponibles !

DES NOUVEAUX DANS L'ÉQUIPE

Depuis octobre 2008, l'équipe s'est enrichie de nouveaux employés qui contribuent, entre autres, au rayonnement des actions d'Équiterre dans les régions du Québec. Bienvenue à Pierre Bluteau, agent de liaison des groupes d'action ; Thomas Duchaine, chargé de projet en changements climatiques ; Jonathan Laberge, conseiller en efficacité énergétique résidentielle ; Jacques Lacroix, chercheur en choix collectifs ; Anne-Marie Legault, coordonnatrice de programme, éducation du public ; Sylvain Ouellet, conseiller, recherche en développement durable ; Krystal Marylène Papineau, chargée de projet, communications et collecte de fonds pour la Maison du développement durable ; Nancy Paradis, technicienne comptable ; Mathieu Roy, agent d'information et de logistique pour le réseau ASC ; et Valérie Tremblay, adjointe administrative à la collecte de fonds.



L'équipe de Montréal, à gauche : Valérie Tremblay, Mathieu Roy, Nancy Paradis, Jonathan Laberge et Anne-Marie Legault. Absents : Sylvain Ouellet et Krystal Marylène Papineau. L'équipe de Québec, à droite : Jacques Lacroix, Pierre Bluteau et Thomas Duchaine.

AU REVOIR ET BONNE CHANCE

Équiterre remercie Claudia Hamelin, Danie Beaubœuf et Jocelyn Darou. Par leur engagement et leurs compétences, ils ont contribué à la mise en œuvre de la mission d'Équiterre, qui leur souhaite la meilleure des chances dans leurs projets respectifs.

Équiterre

2177, rue Masson, bureau 206, Montréal (Québec) H2H 1B1

Téléphone : 514 522-2000 Sans frais : 1 877 272-6656

Télécopieur : 514 522-1227 Courriel : info@equiterre.org

Internet : www.equiterre.org

CRÉDITS

Coordination : Marc-Antoine Tanguay-Lauzière et Geneviève Prévost

Rédaction : Marc-Antoine Tanguay-Lauzière et Équiterre

Révision linguistique : Amélie Ferland

Mise en page : Bleuvision

Traduction : Andrea Neuhofer

Photographies et visuels : Amélie Binette, Claire Brousse, Pascale Crête, Dominic Gouin, Fanny Lasselin, Lyne Lefebvre, Laurence Rodier et LG2.

L'Info Équiterre est publié par Équiterre, un organisme sans but lucratif voué à la promotion de choix écologiques, équitables et solidaires.

L'Info Équiterre est aussi disponible en format pdf. Si vous désirez ne plus recevoir la version imprimée, veuillez svp nous en aviser en écrivant à membres@equiterre.org.

Numéro de charité : 894057132 RR 0001. Numéro de poste-publication : 40567506.

Retour des adresses canadiennes non-livrées à :
Équiterre, 206-2177 Masson, Montréal (Qc) H2H 1B1